



TOUS RISQUES AUTO



TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.....3

Objet de l'assurance
Valeur à assurer
Véhicule de remplacement
Etendue territoriale

CHAPITRE II : GARANTIES.....3

Risques garantis
Exclusions

CHAPITRE III : EN CAS DE SINISTRE.....5

Obligations en cas de sinistre
Evaluation du dommage et indemnisation
Garanties complémentaires
Moment du paiement des indemnités

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....7

Formation et vie du contrat
Paiement de la prime et ses implications
Durée du contrat
Fin du contrat
Domicile
Compétence en cas de litige-gestion des plaintes
Dispositions relatives à la vie privée

LEXIQUE.....12

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objet de l'assurance

La Compagnie paie en cas de sinistre garanti

- les dégâts au véhicule (article 2 et 8 pt 2) ;
- les indemnités complémentaires (article 9).

ARTICLE 2 Valeur à assurer

1. Pour les véhicules neufs ou les véhicules d'occasion de moins d'1 an :

La valeur catalogue du véhicule désigné augmentée de la valeur des équipements acquis lors de l'achat du véhicule au moment de sa première mise en circulation.

2. Pour les véhicules d'occasion :

La valeur conventionnellement admise par le preneur d'assurance et la Compagnie et fixée aux conditions particulières.

3. Taxe de mise en circulation (TMC)

La TMC est garantie gratuitement à concurrence de 867,30 €. Au cas où le montant de la TMC dépasse cette limite, il appartient au preneur d'assurance, si celui-ci désire faire couvrir cette différence, d'en aviser la Compagnie et la différence sera ajoutée à la valeur à assurer.

4. Les accessoires ajoutés postérieurement à la date de première mise en circulation du véhicule du véhicule sont garantis gratuitement à concurrence d'un montant total de 1.000,00 € (hors TVA) maximum. Au cas où le montant de ces accessoires dépasse cette limite, il appartient au preneur d'assurance, si celui-ci désire faire couvrir cette différence, d'en aviser la Compagnie et la différence sera ajoutée à la valeur à assurer;

5. Toutes les valeurs sont à déclarer sans tenir compte des remises, ristournes, ni de la TVA.

ARTICLE 3 Véhicule de remplacement

Moyennant déclaration préalable à la Compagnie, la garantie s'étend au véhicule automoteur âgé de moins de 5 ans du même genre, de même usage que celui décrit aux conditions particulières et n'appartenant pas à un membre de la famille vivant au foyer de l'assuré. Cette garantie n'est valable que si ce véhicule remplace pendant une période de maximum 30 jours le véhicule désigné qui serait, pour quelque cause que ce soit, temporairement inutilisable.

En cas de perte totale du véhicule de remplacement, l'indemnité sera calculée sur base de la valeur vénale du véhicule de remplacement et ne pourra dépasser celle que le preneur d'assurance aurait obtenue pour le véhicule décrit aux conditions particulières.

Cependant, dans ce contexte, la franchise « Dégâts matériels » précisée aux conditions particulières sera majorée de 450,00 €.

Cette disposition n'est pas d'application dès l'instant où le véhicule de remplacement temporaire est mis à la disposition du preneur d'assurance par un réparateur en raison de l'immobilisation du véhicule désigné à la suite d'un accident pour lequel la Compagnie sera tenue d'indemniser le preneur d'assurance.

ARTICLE 4 Etendue territoriale

La garantie est accordée pour un sinistre survenu dans tout pays pour lequel la garantie est accordée selon le certificat international d'assurance (carte verte) délivré par la Compagnie.

CHAPITRE II : GARANTIES

ARTICLE 5 Risques garantis

Sans préjudice notamment des dispositions de l'article 6, sont couverts si mention en est faite aux conditions particulières, les risques suivants :

1. Incendie:

Les dommages causés par l'incendie, l'explosion, la foudre, les projections de flammes, le court-circuit dans l'installation, électrique l'extinction ainsi que les frais afférents à celle-ci.

TOUS RISQUES AUTO

Sont exclus :

les dégâts causés par des matières ou objets inflammables, explosibles ou corrosifs transportés dans le véhicule désigné.

2. Vol :

Pour autant que l'assuré ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes dans les 24 heures de la constatation des faits et ait déclaré le sinistre dans le même délai, la compagnie indemnise:

- la disparition du véhicule désigné résultant d'un vol ;
- le vol du véhicule désigné par car et/ou home jacking ;
- les dommages occasionnés au véhicule désigné suite au vol ou à la tentative de vol dudit véhicule;
- le coût inhérent au remplacement des serrures et/ou à la nouvelle programmation du système des clés codées.

La Compagnie n'indemnise pas :

- le vol ou la tentative de vol commis par ou avec la complicité de :
 - un assuré ou un bénéficiaire
 - des préposés de l'assuré, conducteurs autorisés, dépositaires du véhicule ou par leur personnel;
 - des membres de la famille de l'assuré ou du bénéficiaire;
- le vol ou la tentative de vol du véhicule désigné commis lorsque :
 - les portes ou le coffre du véhicule ne sont pas verrouillés ;
 - les vitres ou le toit ne sont pas fermés ;
 - le système antivol imposé par la compagnie et repris aux conditions particulières du contrat est absent ou non branché;
 - les clés et/ou la commande à distance se trouvent dans ou sur le véhicule ;
 - les clés et/ou la commande à distance ont été dérobées alors qu'elles avaient été déposées ou abandonnées dans un lieu accessible au public ou encore simplement égarées ;
 - les clés et/ou la commande à distance ont été dérobées alors qu'elles se trouvaient dans un bâtiment n'ayant pas fait l'objet d'une effraction ;

sauf si le véhicule se trouve dans un garage individuel fermé à clé ou au moyen d'un dispositif électronique et qu'il a fait l'objet d'une effraction pour arriver au véhicule ;

- le coût inhérent au remplacement des serrures et/ou à la nouvelle programmation du système des clés codées si les clés et/ou la commande à distance ont été dérobées alors

qu'elles avaient été déposées ou abandonnées dans un lieu accessible au public ou encore simplement égarées ;

- Le vol de sigles, essuie-glaces, enjoliveurs sauf si le véhicule se trouvait, au moment du sinistre, dans un garage individuel fermé à clé et qu'il y a eu effraction du garage pour arriver au véhicule, ou en cas de vol total du véhicule désigné.

3. Bris de vitres :

La Compagnie indemnise la réparation ou le remplacement du pare-brise, des glaces latérales et arrière et de la partie transparente du toit. Ces dommages sont exclus en cas de perte totale, de non réparation ou de non remplacement de ceux-ci. Pour chaque sinistre "Bris de vitres", l'indemnité sera réduite du montant d'une franchise de 125,00 €. Si la réparation ou le remplacement est effectué par un réparateur agréé pour ce type d'intervention par la Compagnie, la franchise ne sera pas appliquée;

4. Dégâts par les forces de la nature et chute d'aéronefs :

La Compagnie indemnise les dégâts causés par chute de pierres, de rochers, glissement de terrain, avalanche, pression d'une masse de neige, tempête (c'est-à-dire un vent qui atteint une vitesse de pointe prouvée d'au moins 80 km à l'heure), grêle, inondation, tremblement de terre, éruption volcanique et ceux causés par la chute d'aéronefs ou de parties qui s'en détachent ;

5. Dégâts par le gibier :

La Compagnie indemnise les dégâts suite au contact inopiné sur la voie publique avec du gibier ou des animaux errants n'appartenant pas à l'assuré ;

6. Dégâts matériels :

La Compagnie indemnise les dégâts par accident ou dus à la malveillance ou à la plaisanterie de tiers, ainsi que les dégâts résultant d'accidents survenus au cours de transport ferroviaire, maritime ou aérien y compris le chargement et le déchargement.

Sont exclus les dommages :

- occasionnés ou aggravés par la surcharge, les animaux ou objets transportés, leur chargement ou déchargement ;
- survenus lorsque le véhicule ne répond pas aux conditions légales en matière de contrôle technique pour la mise en circulation ou n'est pas conforme aux règlements généraux techniques des véhicules automoteurs ;
- survenant sans collision sur chantier, cour de ferme, terrib, crassier ;
- survenant en tout endroit non aménagé pour la circulation publique des véhicules assurés.

TOUS RISQUES AUTO

ARTICLE 6

Exclusions

Sont exclus :

1. Tous les dommages survenant :

- a. lorsque l'assuré conduit en état d'ivresse ou dans un état analogue résultant de l'emploi de drogues ou de produits hallucinogènes ou alors que l'assuré accuse un taux d'alcoolémie réprimé par la législation et les règlements sur la police de roulage d'application dans le lieu du sinistre ;
- b. lors de la participation du véhicule à une course, un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse ou lors de l'entraînement ou d'essais en vue de telles compétitions ;
- c. lorsque le véhicule est conduit par une personne ne satisfaisant pas aux conditions prescrites par la loi et/ou les règlements d'application dans le lieu du sinistre pour pouvoir conduire ledit véhicule ; cette exclusion ne s'applique pas à la couverture "vol";
- d. lorsque le véhicule est donné en location par le preneur d'assurance ou réquisitionné, quelles que soient les formes et modalités de la réquisition ;
- e. aux organes du véhicule par suite d'usure, de défaut de construction ou de matière ou du mauvais entretien manifeste du véhicule ;
- f. aux pneumatiques, à moins qu'il s'agisse d'un cas d'incendie, de vol complet du véhicule, de dommages survenus en même temps que d'autres dégâts accidentels garantis et qu'il s'agisse d'un véhicule de tourisme et d'affaires ou d'un véhicule à usage mixte ;
- g. en temps de guerre civile ou étrangère, invasion, troubles, subversion, émeute, insurrection, révolte, mutinerie, rébellion, révolution, mouvement populaire, grève, loi martiale, état de siège, sauf si le preneur d'assurance établit que le sinistre n'est ni directement, ni indirectement en rapport avec ces événements.
- h. lors de grèves, actes de terrorisme et de tout acte de violence d'inspiration collective (politique, sociale ou idéologique) auxquels l'assuré a participé avec le véhicule désigné ;
- i. aux effets et objets personnels transportés dans le véhicule (GSM, CD, DVD, vêtements, ...).

2. Les dommages

ayant pour origine, même partielle, une modification du noyau atomique, radioactivité ou radiations ionisantes.

CHAPITRE III

EN CAS DE SINISTRE

ARTICLE 7

Obligations en cas de sinistre

En cas d'inobservation des obligations décrites ci-dessous, la Compagnie réduira ou supprimera les indemnités et/ou interventions dues ou réclamera le remboursement des indemnités et/ou frais payés afférents au sinistre.

En cas de sinistre, le preneur d'assurance ou, le cas échéant, l'assuré, s'engage à :

- déclarer le sinistre, c'est-à-dire : renseigner la Compagnie de manière précise sur ses circonstances, ses causes et l'étendue du dommage, l'identité des témoins et des victimes (en utilisant, autant que possible, le constat amiable automobile que la Compagnie met à la disposition du preneur d'assurance), fournir la copie de l'audition par les autorités verbalisantes, communiquer les résultats du test d'haleine ou de la prise de sang dans les 8 jours de la survenance du sinistre au plus tard ;
- en cas de vol du véhicule, remettre à la Compagnie, à sa première demande, les clés, leurs doubles et les commandes à distance du véhicule ;
- en cas de collision avec un animal, déposer plainte dans les 24 heures auprès de l'autorité de police la plus proche du lieu de l'accident.
- en cas de dommages au véhicule dus à la présence de trous dans le réseau routier, prendre des photos de la route, déposer plainte dans les 24 h de la survenance du sinistre auprès des autorités judiciaires ou de la police compétentes, et le déclarer à la Compagnie dans le même délai.

Collaborer au règlement du sinistre :

- transmettre à la Compagnie sans délai et l'autoriser à se procurer tous les documents utiles et tous les renseignements nécessaires à la bonne gestion du dossier; à cet effet, le preneur d'assurance veillera à rassembler dès la survenance du sinistre toutes les pièces justificatives du dommage ;
- accueillir le délégué de la Compagnie ou l'expert et faciliter ses constatations ;
- solliciter l'accord de la Compagnie avant de procéder aux réparations provisoires ou urgentes, si leur coût dépasse 380,00 € hors TVA ;
- faire connaître à la Compagnie l'endroit où le véhicule est visible ;
- informer la Compagnie aussitôt que le véhicule volé a été retrouvé et, si l'indemnité a déjà été payée sur base de la perte totale, opter dans les 15 jours :
 1. soit pour l'abandon du véhicule au profit de la Compagnie
 2. soit pour la reprise du véhicule contre remboursement de l'indemnité perçue, déduction faite du montant des

TOUS RISQUES AUTO

frais de réparation éventuellement nécessaires pour remettre le véhicule en état.

A défaut d'une prise de position par le preneur d'assurance dans le délai imparti, il sera considéré que celui-ci opte pour l'abandon du véhicule au profit de la Compagnie.

ARTICLE 8

Evaluation du dommage et indemnisation

8.1. Modalités d'évaluation :

Les dégâts sont fixés de commun accord ou par expertise. Toute contestation fera l'objet d'une expertise contradictoire. Il y sera procédé par deux experts, l'un désigné par l'assuré, l'autre par la Compagnie. En cas de désaccord entre les experts, ceux-ci en désignent un troisième avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix. A défaut de majorité, l'avis du troisième expert sera prépondérant.

Si l'une des parties ne désigne pas d'expert ou si les experts des parties ne s'accordent pas sur le choix du troisième, la désignation sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance du domicile du preneur d'assurance à la requête de la partie la plus diligente.

Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert. Les frais et honoraires du troisième expert sont partagés par moitié entre le preneur d'assurance et la Compagnie.

Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires.

8.2. Indemnisation :

8.2.1. En cas de dommage partiel :

l'indemnité est calculée sur base du devis accepté par la Compagnie ou, en cas de désignation d'un expert par celle-ci, du procès verbal d'expertise, augmenté du montant non légalement récupérable de la TVA et sous déduction d'une franchise dont le montant est repris en conditions particulières.

En cas de nécessité, l'assuré est autorisé à faire effectuer une réparation urgente à condition que cette réparation provisoire ou définitive n'excède pas 380,00 € hors TVA, justifiés par une facture détaillée.

8.2.2. En cas de perte totale :

le véhicule est considéré en perte totale lorsque les frais de réparation hors taxes excèdent la valeur assurée au moment du sinistre, déduction faite de la valeur de l'épave.

Le véhicule non retrouvé dans les 30 jours à dater de la plainte suite à un vol est considéré comme étant en perte totale.

L'indemnisation est payée par la Compagnie suivant les mentions reprises en conditions particulières :

En valeur vénale :

La Compagnie paie au bénéficiaire

- la valeur vénale du véhicule : c'est-à-dire la valeur de vente du véhicule au jour du sinistre et fixée par expert ;
- le montant de la TVA non récupérable par le propriétaire du véhicule sur base du taux TVA en vigueur au moment du sinistre, sans dépasser le montant de la TVA réellement payé à l'achat du véhicule assuré ;
- le montant de la taxe de mise en circulation (TMC) telle que définie par le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Elle est indemnisée sur base du montant applicable au véhicule sinistré au moment du sinistre.

De la somme ainsi obtenue, la Compagnie déduit le montant de la **franchise** prévue aux conditions particulières.

En valeur agréée :

La Compagnie paie au bénéficiaire

- la valeur agréée du véhicule: c'est-à-dire la valeur assurée réduite de :
 - 0% pendant les 6 premiers mois ;
 - 1% par mois dès le 7^e mois à compter de sa première mise en circulation jusques et y compris le 60^e mois.
- le montant de la TVA non récupérable par le propriétaire du véhicule sur base du taux TVA en vigueur au moment du sinistre, sans dépasser le montant de la TVA réellement payé à l'achat du véhicule assuré ;
- le montant de la taxe de mise en circulation (TMC) telle que définie par le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Elle est indemnisée sur base du montant applicable au véhicule sinistré au moment du sinistre.

De la somme ainsi obtenue, la Compagnie déduit le montant de la **franchise** prévue aux conditions particulières.

En valeur agréée 24 mois :

La Compagnie paie au bénéficiaire

- la valeur agréée du véhicule: c'est-à-dire la valeur assurée réduite de :
 - 0% pendant les 24 premiers mois ;
 - 1% par mois dès le 25^e mois à compter de sa première mise en circulation jusques et y compris le 60^e mois.
- le montant de la TVA non récupérable par le propriétaire du véhicule sur base du taux TVA en vigueur au moment du sinistre, sans dépasser le montant de la TVA réellement payé à l'achat du véhicule assuré ;
- le montant de la taxe de mise en circulation (TMC) telle que définie par le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Elle est indemnisée sur base du montant applicable au véhicule sinistré au moment du sinistre.

TOUS RISQUES AUTO

De la somme ainsi obtenue, la Compagnie déduit le montant de la **franchise** prévue aux conditions particulières.

8.2.3. Règle proportionnelle :

En cas de sinistre, si la valeur assurée est inférieure à la valeur à assurer, l'indemnité sera adaptée en fonction du rapport existant entre ces deux valeurs.

8.2.4. Sort de l'épave:

Sauf convention contraire, la Compagnie se charge de la vente du véhicule assuré pour compte de l'assuré. L'assuré cède à la Compagnie le montant que celle-ci en obtient.

8.2.5. Dégâts antérieurs :

La Compagnie n'indemnise pas les dégâts dont elle établit qu'ils ont déjà été indemnisés mais non réparés. Par dommage constaté et imputable à un fait distinct couvert, il sera appliqué une franchise lors du calcul de l'indemnité y afférente.

ARTICLE 9

Garanties complémentaires

Sans préjudice des dispositions de l'article 6,

1. La Compagnie paie les frais suivants pour autant qu'ils résultent d'un sinistre garanti :

- les frais de remorquage du véhicule chez le réparateur le plus proche, outillé pour exécuter la remise en état ;
- les frais de nettoyage des vêtements et du revêtement intérieur du véhicule souillés par des blessés ;
- les frais de garage jusqu'à la fin des opérations d'expertise.

L'ensemble de ces frais est indemnisé jusqu'à concurrence de maximum 1.000,00 € par sinistre TVAC.

2. Les frais de contrôle technique, c'est-à-dire, sur présentation du document justificatif, la redevance perçue par la station de contrôle technique lorsque le rapport de l'expert mentionne l'obligation de présenter le véhicule, après réparation, au contrôle technique, majorée d'un forfait de maximum 125,00 € TVAC pour la main-d'œuvre.

3. Pour les véhicules de tourisme et affaires et pour les camionnettes, dans la garantie "dégâts accidentels", est également inclus le paiement d'une **allocation de chômage** sur présentation de la facture de réparation, ou de la facture d'achat du nouveau véhicule en cas de perte totale. Le nombre de jours de chômage indemnisés sera, au maximum, celui fixé par l'expert au procès verbal d'expertise et le tarif appliqué sera celui repris au tableau indicatif des juges de paix et de police.

4. En cas de sinistre à l'étranger, la Compagnie rembourse les droits de douane et les frais de rapatriement, ces derniers à concurrence de 1.250,00 € TVAC.

Les garanties décrites ci-dessus ne sont allouées que lorsque les dégâts au véhicule excèdent le montant de la franchise prévue aux conditions particulières.

ARTICLE 10

Moment du paiement des indemnités.

Le paiement des indemnités s'effectue dans les meilleurs délais après réception des pièces justificatives, à savoir :

- a. en cas de dommage partiel: la facture des réparations ;
- b. en cas de perte totale: le rapport d'expertise.

En cas de vol du véhicule, l'indemnité sera payée si le véhicule n'est pas retrouvé, 30 jours après la réception par la Compagnie de la copie de l'audition du preneur d'assurance et/ou de l'assuré dans le cadre du dépôt de plainte auprès des autorités compétentes.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 11

Formation et vie du contrat

1. Conclusion et modification du contrat :

Le contrat est établi d'après les renseignements fournis par le preneur d'assurance et que celui-ci doit raisonnablement considérer comme constituant pour la Compagnie des éléments d'appréciation du risque. En cours de contrat, le preneur d'assurance déclare, dans les mêmes conditions, les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque.

Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet :

- a. la Compagnie prendra le sinistre en charge si l'inexactitude ou l'omission de déclaration d'un élément d'appréciation du risque ou d'une aggravation de ce risque ne peut être reprochée à l'assuré ;
- b. par contre, si le manquement à ces obligations peut être reproché à l'assuré, la Compagnie appliquera une règle proportionnelle sur base du rapport existant entre la prime

TOUS RISQUES AUTO

payée et la prime qui aurait dû être payée si le risque avait été correctement déclaré. Cette règle s'applique avant déduction de la franchise contractuelle ;

- c. si la Compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre ou qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle se limitera à rembourser la totalité des primes payées ;
- d. la Compagnie refuse sa garantie si l'assuré a agi dans une intention frauduleuse en ne déclarant pas un élément d'appréciation du risque ou une aggravation de celui-ci et conserve les primes échues jusqu'au moment où elle a eu connaissance de l'aggravation à titre de dommages et intérêts.

2. Prise d'effet du contrat :

Le contrat souscrit prend cours à la date mentionnée aux conditions particulières.

Par la signature du preneur d'assurance, toutes les personnes assurées acceptent les stipulations de cette police.

Le preneur d'assurance s'informerait auprès de la Compagnie pour connaître la liste des systèmes antivols agréés et les conditions dans lesquelles ces systèmes sont requis.

ARTICLE 12

Paiement de la prime et ses implications

La prime est annuelle et indivisible. Elle est payable d'avance sur avis d'échéance ou sur présentation de la quittance.

En cas de non paiement :

1. de la première prime : le contrat ne prend pas effet. En cas de sinistre, aucune indemnité ne sera due par la Compagnie ; (nous avons enlevé cette notion dans les autres CG)
2. des primes suivantes : la Compagnie peut résilier et/ou suspendre le contrat conformément aux dispositions de la loi.

ARTICLE 13

Durée du contrat

Sauf dispositions légales particulières, le contrat est conclu pour une durée d'un an. Sauf si l'une des parties s'y oppose par lettre recommandée déposée à la poste, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre contre récépissé trois mois au moins avant l'arrivée du terme du contrat, celui-ci est reconduit tacitement pour des périodes consécutives d'un an.

Si le preneur d'assurance transfère sa résidence à l'étranger, les effets du contrat seront suspendus à partir de la prochaine échéance annuelle.

ARTICLE 14

Fin du contrat

14.1. Motifs et conditions :

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat :

- à la suite d'un **sinistre** : au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité par la Compagnie ;
- en cas de modification du **tarif** (*) : dans les 3 mois de la notification de changement de tarif si le preneur d'assurance en est informé moins de 4 mois avant l'échéance annuelle et au plus tard 3 mois avant l'échéance annuelle si le preneur d'assurance en est informé au moins 4 mois avant cette échéance.
(*) sauf si la modification résulte d'une adaptation générale imposée par les autorités compétentes.
- en cas de **modification** unilatérale des **conditions** d'assurance : dans les 30 jours de l'envoi de l'avis de modification par la Compagnie ;
- en cas de diminution sensible et durable du risque: si les parties ne tombent pas d'accord sur le montant de la prime nouvelle dans un délai de 1 mois à compter de la demande du preneur d'assurance ;
- lorsque le délai entre la date de conclusion et la date de prise d'effet est supérieur à 1 an : au plus tard 3 mois avant la date de prise d'effet ;
- lorsque la Compagnie résilie une des garanties du contrat, le preneur d'assurance peut résilier le contrat dans son ensemble.

La Compagnie peut résilier le contrat :

- à la suite d'un **sinistre** : au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité ;
- dans les cas d'**aggravation** sensible et durable du risque
 - dans un délai de 1 mois à compter du jour où la Compagnie a connaissance de l'aggravation si elle apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé ;
 - dans les 15 jours, si le preneur d'assurance n'est pas d'accord avec la proposition de modification ou s'il ne réagit pas dans le mois à cette proposition ;
- lorsque le **preneur** d'assurance **résilie une des garanties** du contrat, la Compagnie peut résilier le contrat dans son ensemble ;
- lorsque le véhicule n'est pas muni d'un **certificat de visite** valable du contrôle technique ou lorsqu'il n'est pas conforme aux règlements généraux techniques des véhicules automoteurs ;
- En cas de **défaut de paiement de la prime** :
L'assureur peut résilier le contrat pour défaut de paiement de la prime, même sans suspension préalable de la garantie, pour autant que le preneur d'assurance ait été mis en demeure.

TOUS RISQUES AUTO

La résiliation prend effet à l'expiration du délai mentionné dans la mise en demeure mais au plus tôt 15 jours à compter du lendemain de la signification ou, dans le cas d'un envoi recommandé, à compter du lendemain de son dépôt. L'assureur peut suspendre son obligation de garantie et résilier le contrat s'il en a disposé ainsi dans la même mise en demeure.

Dans ce cas, la résiliation prend effet à l'expiration du délai déterminé par l'assureur mais au plus tôt 15 jours à compter du premier jour de la suspension de la garantie.

Lorsque l'assureur a suspendu son obligation de garantie et que le contrat n'a pas été résilié dans la même mise en demeure, la résiliation ne peut intervenir que moyennant une nouvelle mise en demeure.

Dans ce cas la résiliation prend effet à l'expiration du délai mentionné dans la mise en demeure mais au plus tôt 15 jours à compter du lendemain de la signification ou, dans le cas d'un envoi recommandé, à compter du lendemain de son dépôt.

Pour chaque lettre recommandée que la Compagnie enverra au preneur d'assurance en cas d'omission de paiement d'une somme d'argent certaine, exigible et incontestée - par exemple en cas de non-paiement de la prime - celui-ci sera redevable d'une indemnité calculée forfaitairement à 15,00 € indexés.

À défaut pour la Compagnie de payer au preneur d'assurance en temps utile une somme d'argent et dans la mesure où celui-ci aura adressé à la Compagnie une mise en demeure par lettre recommandée, la Compagnie remboursera le preneur des frais administratifs généraux calculés de la même façon.

Si la Compagnie est contrainte de confier la récupération d'une créance à un tiers, une indemnité équivalente à 10% du montant dû avec un maximum de 100,00 € sera réclamée au preneur d'assurance.

14.2. Formes de la résiliation :

La notification de la résiliation se fait :

- soit par lettre recommandée à la poste ;
- soit par exploit d'huissier ;
- soit par la remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

14.3. Prise d'effet de la résiliation :

Lorsque le preneur d'assurance résilie le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain

- du dépôt de la lettre recommandée à la poste ;
- de la signification de l'exploit d'huissier ;
- de la date du récépissé de remise de la lettre de résiliation.

Lorsque la Compagnie résilie le contrat, la résiliation prend effet dans les mêmes conditions, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court et notamment lorsque la Compagnie résilie le contrat après sinistre et que l'assuré a manqué à ses obligations dans le

but de la tromper. La Compagnie indique ce délai dans la lettre recommandée qu'elle adresse.

ARTICLE 15

Domicile

Le domicile des parties est élu de droit: celui de la Compagnie en son siège social ; celui du preneur d'assurance à l'adresse du contrat ou à la dernière adresse notifiée ultérieurement à la Compagnie.

ARTICLE 16

Compétence en cas de litige - Gestion des plaintes

Toute plainte relative au contrat d'assurance peut être adressée en 1ère ligne au service de gestion des plaintes de la Compagnie, soit par courrier postal au siège social, avenue des Démineurs 5 à 4970 Stavelot, soit par e-mail à l'adresse protection@ardenne-prevoyante.be.

En cas d'absence de réponse adéquate ou en cas de désaccord avec la Compagnie, le plaignant peut alors s'adresser, en seconde ligne, au Service Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35 à 1000 BRUXELLES. L'Ombudsman est compétent pour tout litige relatif à l'exécution du contrat d'assurance et au respect des codes de conduite sectoriels à l'égard des consommateurs.

L'introduction d'une plainte ne porte pas préjudice à la possibilité pour le preneur d'assurance d'intenter une action en justice. Les contestations entre les parties du présent contrat sont de la compétence des tribunaux verviétois.

ARTICLE 17

Dispositions relatives à la vie privée

Responsable du traitement des données

L'Ardenne Prévoyante, S.A. dont le siège social est établi avenue des Démineurs 5 à 4970 Stavelot, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0402.313.537 (ci-après dénommée « L'Ardenne Prévoyante »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de L'Ardenne Prévoyante peut être contacté aux adresses suivantes :

Par courrier postal :

TOUS RISQUES AUTO

L'Ardenne Prévoyante - Data Protection Officer
Avenue des Démineurs 5
4970 Stavelot
Par courrier électronique :
privacy@ardenne-prevoyante.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par L'Ardenne Prévoyante de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par L'Ardenne Prévoyante pour les finalités suivantes :

- La gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec L'Ardenne Prévoyante.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- La gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- Le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentaiement au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- La gestion de la relation entre L'Ardenne Prévoyante et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre L'Ardenne Prévoyante et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de L'Ardenne Prévoyante consistant en l'exécution des conventions entre L'Ardenne Prévoyante et l'intermédiaire d'assurances.
- La détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de L'Ardenne Prévoyante consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle L'Ardenne Prévoyante est soumise.
- La surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de L'Ardenne prévoyante consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- Les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par L'Ardenne Prévoyante ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de L'Ardenne Prévoyante, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de L'Ardenne Prévoyante consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus et dans le respect de ce seul cadre légal (cf. GDPR du 14 avril 2016., les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA (dont fait partie L'Ardenne Prévoyante), à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

TOUS RISQUES AUTO

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel L'Ardenne Prévoyante peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

▪ Transfert des données hors de l'Union Européenne

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors. En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, L'Ardenne Prévoyante se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par L'Ardenne Prévoyante pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à L'Ardenne Prévoyante à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter L'Ardenne Prévoyante »).

Conservation des données

L'Ardenne Prévoyante conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

L'Ardenne Prévoyante conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles L'Ardenne Prévoyante n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que L'Ardenne Prévoyante demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

L'Ardenne Prévoyante a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion.

A cette fin, L'Ardenne Prévoyante suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- D'obtenir de L'Ardenne Prévoyante la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- De faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexacts ou incomplètes ;
- De faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- De faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- De s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de L'Ardenne Prévoyante. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- De s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- De ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de L'Ardenne Prévoyante, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de L'Ardenne Prévoyante ;
- De recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à L'Ardenne Prévoyante, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre responsable du traitement.

TOUS RISQUES AUTO

tement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;

- De retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Contacteur L'Ardenne Prévoyante

La personne concernée peut obtenir de plus amples informations sur la protection des données à caractère privé sur le site www.ardenneprevoyante.be.

La personne concernée peut aussi contacter L'Ardenne Prévoyante pour exercer ses droits par e-mail via l'adresse privacy@ardenne-prevoyante.be ou par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : L'Ardenne Prévoyante-Data Protection Officer, avenue des Démineurs 5 à 4970 Stavelot.

L'Ardenne Prévoyante traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte

Si la personne concernée estime que L'Ardenne Prévoyante ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité L'Ardenne Prévoyante par e-mail ou par courrier postal.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00 ou Fax. + 32 2 274 48 35
commission@privacycommission.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

LEXIQUE

Pour l'interprétation du présent contrat, on entend par :

ACCESSOIRES : équipements faisant partie intégrante du véhicule désigné, y fixés de manière définitive et ne pouvant être utilisés indépendamment dudit véhicule

ACCIDENT : événement soudain, involontaire et imprévisible dans le chef de l'assuré.

ASSURÉ : le preneur d'assurance, le propriétaire du véhicule désigné et tout conducteur autorisé.

BÉNÉFICIAIRE : le propriétaire du véhicule désigné ou toute personne désignée par lui.

COMPAGNIE : l'entreprise d'assurance avec laquelle le contrat est conclu.

CONDITIONS PARTICULIÈRES : expression personnalisée et adaptée des conditions de l'assurance à la situation spécifique du preneur d'assurance. Elles mentionnent les garanties qui sont effectivement acquises.

La proposition d'assurance ainsi que les conditions particulières représentent des éléments constitutifs du contrat d'assurance

EFFRACTION : Il y a effraction lorsque l'accès (porte, fenêtre, chambranle, châssis) a été endommagé ou le mécanisme de fermeture (serrure, quincaillerie...) a été forcé et que le tout ne peut plus être utilisé correctement sans avoir été réparé au préalable. La présence de simples traces de griffes ou de traction sans que le mécanisme doive être réparé ou remplacé ne constitue pas une effraction.

EQUIPEMENTS : Les éléments fixes que le constructeur présente dans son catalogue en supplément du modèle de base, ainsi que les autres éléments fixes qu'on ajoute et qui ne sont pas livrés par le constructeur.

PARAMÈTRES : éléments nécessaires à la détermination du montant de la prime par la Compagnie.

PRENEUR D'ASSURANCE : la personne physique ou morale qui conclut le contrat avec la Compagnie.

PROPOSITION D'ASSURANCE : le formulaire émanant de la Compagnie, à remplir par le preneur d'assurance, et destiné à éclairer la Compagnie sur la nature de l'opération et sur les faits et circonstances qui constituent pour elle des éléments d'appréciation du risque.

SINISTRE : tout fait ayant causé un dommage pouvant donner lieu à l'application du contrat.

TERRORISME : Action ou menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à

TOUS RISQUES AUTO

des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

TIERS : toute autre personne que les assurés précités.

VALEUR CATALOGUE : Le prix de vente officiel pour la Belgique (hors TVA et sans réduction) que le constructeur ou l'importateur a fixé.

VALEUR REELLE : La valeur de marché du véhicule et de l'équipement assuré immédiatement avant le sinistre, fixée par l'expert.

VÉHICULE DESIGNÉ: le véhicule automoteur tel que décrit aux conditions particulières, ainsi que le véhicule de remplacement moyennant respect des dispositions de l'article 3.

VOL TOTAL : La disparition du véhicule et, si on le retrouve, les dégâts causés lors du vol ou durant sa disparition